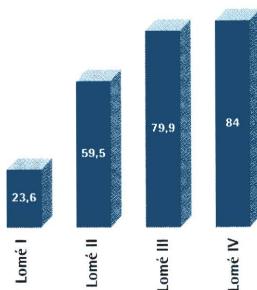
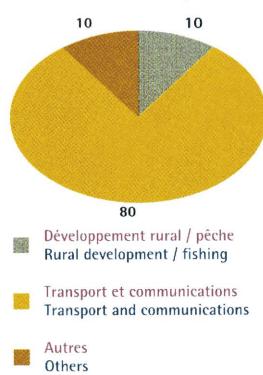


Ressources totales allouées
Total resources allocated



FED 7: répartition sectorielle du PIR
(en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of RIP
(% of the total envelope)



Sept Etats forment la vaste région d'Afrique Centrale peuplée d'environ 62 millions d'habitants et caractérisée par une très grande diversité sur de nombreux aspects. Les fonds de Lomé IV réservés à la coopération régionale dans le cadre du Programme Indicatif Régional (84 millions d'écus) sont axés sur le renforcement de l'intégration économique régionale à travers, notamment, le volet "transport en transit" du Programme régional de réformes de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC). Ce volet doit se concrétiser par la mise en place du Transit Inter-Etats des Pays de l'Afrique Centrale (TIPAC) sur des itinéraires prioritaires qui bénéficient de financements du FED. Par ailleurs, l'Union européenne poursuivra son action en faveur de l'utilisation rationnelle des ressources forestières.

The spacious Central African region is formed of seven States with a population of about 62 million inhabitants, characterised by great diversity in numerous respects. In the framework of regional cooperation, the Lomé IV Regional Indicative Programme, which amounts to ECU 84 million, concentrates on strengthening regional economic integration by providing support for the Regional Reform Programme of UDEAC (Central Africa Economic and Customs Union) on transit traffic, which aims to establish Inter State Transit for Central African Countries (TIPAC system) on priority routes which benefit from EDF resources. The European Union will also continue supporting the rational use of forestry resources.



Afrique Centrale

Central Africa

Cameroun | Cameroon

Centrafrique

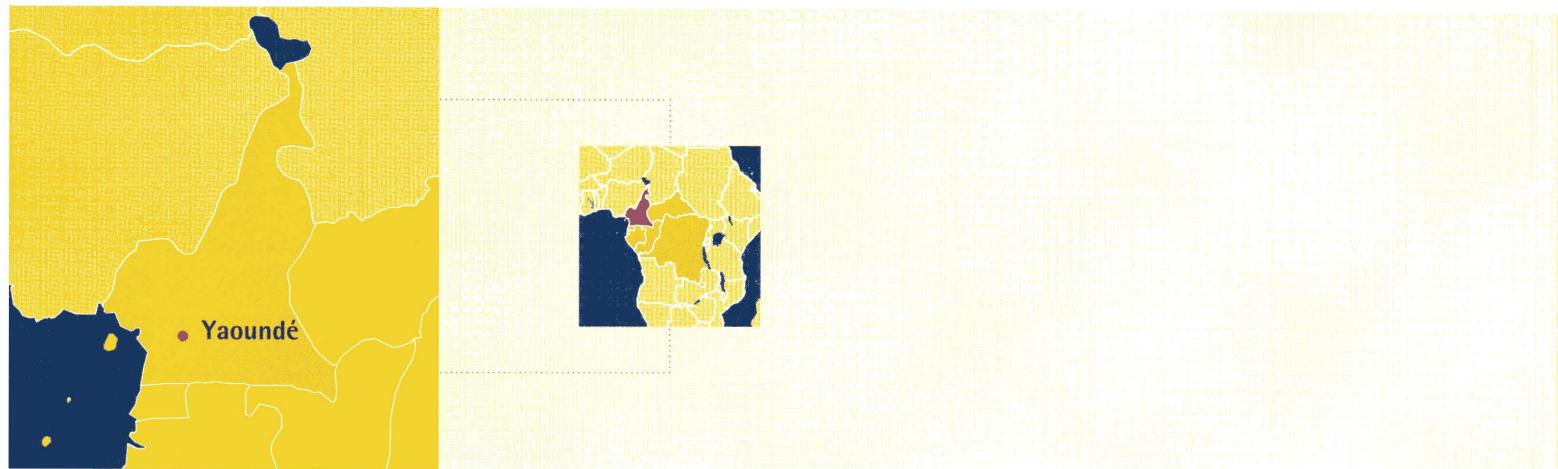
Congo

Equatorial Guinea

Gabon

Sao Tomé and Principe

Zaïre



11 524 000

Yaoundé

465 458 km²

Cameroon/Cameroun

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita

PNB par habitant

813.5 ECU (1990)

Exports (oil 49%, timber 10%)

Exportations (pétrole 49%, bois 10%)

1780.4 mio ECU (1990)

Debt burden / exports

Service de la dette / exportations

17.2% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate / average per year

Taux d'accroissement de la population / moyenne annuelle

2.6% (1960-1991)

Primary schooling rate

Taux de scolarisation primaire

100% (1990)

Urbanization rate

Taux d'urbanisation

40.3% (1990)

ISSU de la réunification, en 1961, de territoires administrés par la France et le Royaume Uni, le Cameroun, pays couvert d'importants massifs de forêts tropicales, dispose de ressources naturelles très riches et très variées.

Ce potentiel a permis le développement d'une large gamme de productions végétales, animales et forestières, auxquelles s'est ajouté depuis 1978, le pétrole.

A partir de 1985, le pays a été confronté à une crise économique, financière et sociale que le recours à l'ajustement structurel et le passage au pluralisme politique n'ont pas encore réussi à surmonter. La dévaluation du franc CFA devrait permettre de relancer l'économie, par l'accroissement des exportations.

La concentration sectorielle du Programme Indicatif de Lomé IV (110 millions d'écus), reflète les acquis des Conventions précédentes dans le développement rural et les infrastructures routières.

Les transferts Stabex qui dépassent 184 millions d'écus sous Lomé IV, contribuent au désengagement de l'Etat des filières cacao et café.

Cameroon was created from the 1961 reunification of territories administered by France and the United Kingdom. The country is dominated by huge massifs of tropical forests, and has a wealth of diverse natural resources.

Cameroon has capitalised on this potential by exploiting a wide range of vegetable, animal and forest resources and, since 1978, it has been producing oil.

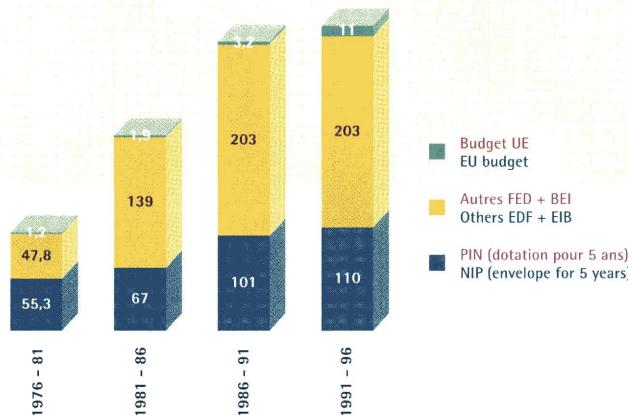
Since 1985, the country has been hit by an economic, financial and social crisis and, despite the fact it has undergone structural adjustment and established a system of multi-party politics, the country has not yet managed to overcome these problems. The devaluation of the CFA Franc, however, should allow Cameroon to boost the economy through export growth.

The emphasis on certain sectors under the Lomé IV Indicative Programme (ECU 110 million) reflects the experience gained through previous Conventions in rural development and road infrastructure.

Lomé IV Stabex transfers of over ECU 184 million ensure that the cocoa and coffee industries are less of a drain on the State.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)

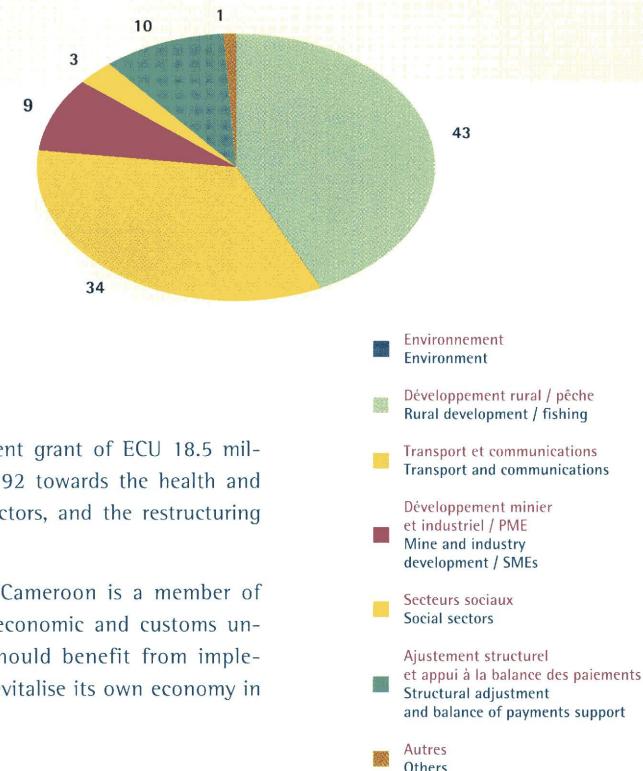


En ce qui concerne l'appui à l'ajustement structurel, un programme soutien de 18.5 millions d'écus en 1992 a été mis en oeuvre en faveur des secteurs de la santé, de l'entretien routier et de la restructuration des entreprises publiques.

Au niveau régional, le Cameroun est membre de l'Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale (UDEAC) et devrait profiter des réformes mises en oeuvre pour revitaliser son économie de proximité.

FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)

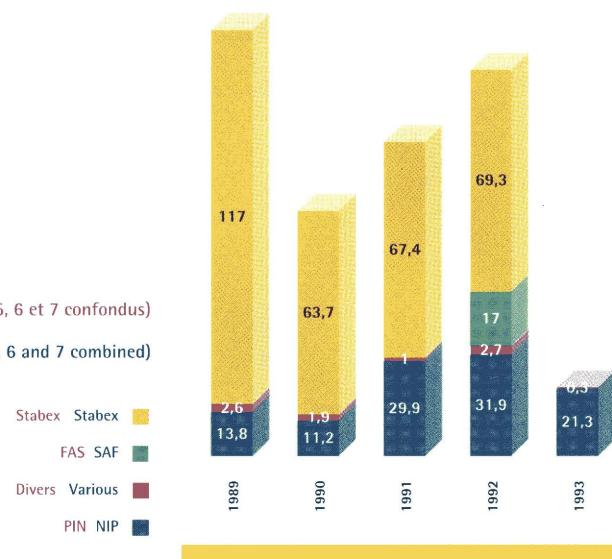


A structural adjustment grant of ECU 18.5 million was made in 1992 towards the health and road maintenance sectors, and the restructuring of public enterprises.

At a regional level, Cameroon is a member of the Central African economic and customs union (UDEAC), and should benefit from implemented reforms to revitalise its own economy in this regional context.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





3 008 000

Bangui

622 436 km²

Centrafrique

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant
375 ECU (1990)

Exports (diamonds 66.4%,
timber 14.3%)
Exportations (diamants 66.4%,
bois 14.3%)
65.3 mio ECU (1991)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations
6.6% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle
2.3% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
 primaire
68.4% (1990)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
46.7% (1990)

La République Centrafricaine est un pays enclavé à cheval sur les climats tropical et équatorial dont les ressources naturelles diversifiées (agriculture, élevage, forêts, faune sauvage, diamants), compense le très faible peuplement (5 habitants au kilomètre carré en moyenne). Indépendant depuis 1960, le pays a d'abord connu un régime dictatorial et, sous celui-ci, une période particulièrement difficile qui a également profondément bouleversé l'économie.

Les politiques d'ajustement structurel lancées dès 1982 n'ont pas été suffisantes pour corriger les graves déséquilibres existants. La récente dévaluation du F CFA devrait faciliter la relance de l'économie.

Un gouvernement issu d'élections pluralistes a été mis en place en octobre 1993.

Depuis 1960, l'Union européenne a fourni une aide importante, essentiellement à travers le financement de projets dans les domaines du développement rural, de la conservation des ressources naturelles et de l'infrastructure routière. L'Union européenne est ainsi le deuxième bailleur de fonds de la République Centre Africaine.

Les ressources financières du Programme Indicatif National du 7ème FED (75 millions d'écus), sont concentrées sur l'entretien routier, le développement rural et la conservation de la faune. Le Programme Indicatif Régional met l'accent sur la mise en place du Transit Inter Etats des Pays de l'Afrique Centrale (TIPAC), les actions financées par la coopération régionale s'étant concentrées sur l'amélioration de la voie trans-équatoriale Bangui-Pointe Noire.

The Central African Republic is a landlocked country which experiences both tropical and equatorial climates. It has diverse natural resources (agriculture, livestock, forests, wildlife, diamonds), but is sparsely populated (an average of five people per square kilometre). Independent since 1960, the country was governed initially by a dictatorial regime, under which it went through a particularly difficult period. The economy was completely shattered during this time.

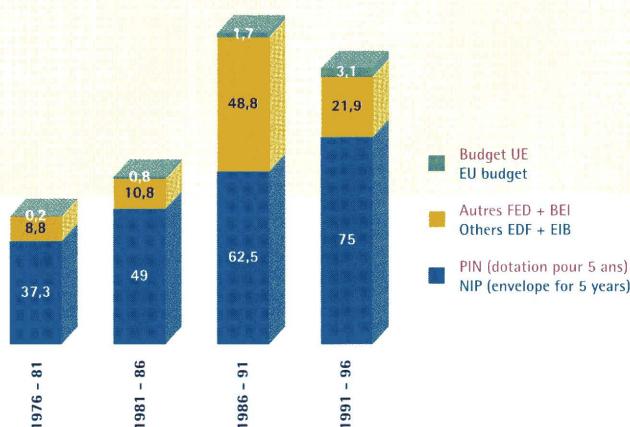
Structural adjustment policies launched after 1982 failed to put an end to the serious disorder. The recent devaluation of the CFA Franc and the arrival of a new government, following multi-party elections in October 1993, should help put the economy on the right track.

Since 1960, the European Union has provided substantial aid to the country, mainly through the funding of projects concerning rural development, the conservation of natural resources and the improvement of the road network. The EU is thus the Central African Republic's second-most important donor.

The seventh EDF National Indicative Programme (ECU 75 million) focuses on road infrastructure, rural development and wildlife conservation. The Regional Indicative Programme is mainly dedicated to establishing the Inter-State Transit for Central African Countries (TIPAC system) and work sponsored through regional cooperation funds is targeted on upgrading the trans-equatorial Bangui-Pointe Noire road.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



Les transferts Stabex pour le café, le coton et le bois, se sont considérablement accrus à partir de Lomé III et sont consacrés à l'assainissement des filières café et coton et à l'amélioration de leur compétitivité.

Les actions significatives financées par le budget de l'Union européenne concernent les aides aux réfugiés, la lutte contre le SIDA et le cofinancement de projets avec les ONG.

En outre, 10 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la BEI au titre des capitaux à risques.

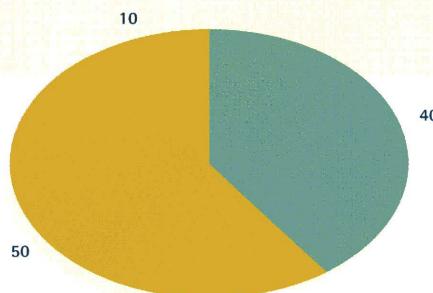
Stabex transfers for coffee, cotton and timber have grown considerably since Lomé III and are currently aimed at stabilizing the coffee and cotton industries and improving their competitiveness.

Important projects involving aid for refugees, for the fight against AIDS and participation in joint initiatives with NGOs, have been funded from the EU budget.

Moreover, ECU 10 million may be made available through EIB intervention in the form of risk capital.

FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



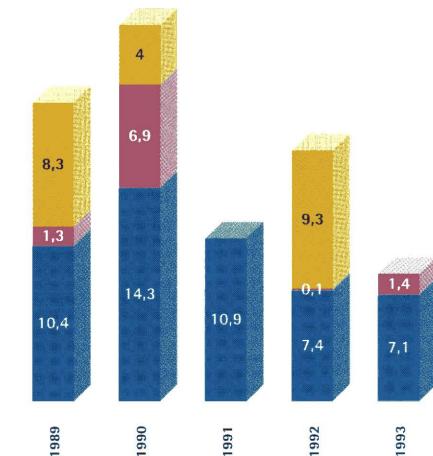
- Environnement / Environment
- Développement rural / pêche / Rural development / fishing
- Transport et communications / Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME / Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux / Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements / Structural adjustment and balance of payments support
- Autres / Others

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)



PIN y compris "programme spécial dette" / NIP "Special debt programme" included





2 229 000

Brazzaville

341 821 km²

Congo

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant

982.4 ECU (1990)

Exports (oil 92%,
timber 5%)
Exportations (pétrole 92%,
bois 5%)

860.7 mio ECU (1990)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations

17.5% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle

2.7% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
 primaire

100% (1970)

Urbanization rate
Taux d'urbanisation
40.5% (1990)

Pays équatorial, composé pour moitié de forêts denses et de plaines recevant jusqu'à 1200 mm de pluies par an, le Congo a acquis son indépendance en 1960. Il présente un peuplement très déséquilibré: tandis que le nord demeure sous-peuplé avec 1 habitant au kilomètre carré, les quatre villes principales du sud abritent plus de 60% de la population. Ses réserves forestières sont très importantes (20 millions d'hectares) et relativement peu exploitées, tandis que les réserves pétrolières exploitables sont estimées à 85 millions de tonnes. Le secteur pétrolier représente à lui seul plus de 50% des recettes de l'Etat et la quasi totalité des recettes d'exportation.

A la suite d'une crise profonde provoquée, entre autres, par une mauvaise gestion de l'économie, un régime pluraliste a été institué en 1991.

Le pays demeure confronté à des déséquilibres internes importants ainsi qu'à un endettement d'une ampleur exceptionnelle et le gouvernement éprouve de fortes difficultés à adopter les réformes structurelles nécessaires.

Sous Lomé IV, la coopération avec l'Union européenne se concentre sur le développement régional, l'appui aux PME et le secteur de la santé, au travers d'un Programme Indicatif National de 51 millions d'écus dont la mise en oeuvre est ralentie par les difficultés économiques et de gestion que traverse le pays.

An equatorial country, which is mostly made up of dense forests and plains, Congo receives up to 1200 mm of rain annually. Congo gained independence in 1960. Its population is very unevenly distributed: the north is underpopulated, with 1 inhabitant per square kilometre, while the four main cities in the south are home to over 60% of the population. The country has significant forest reserves (20 million ha.), which are relatively poorly exploited. Its exploitable oil reserves are estimated at 85 million tonnes. The oil industry alone represents more than 50% of the State's revenue, and almost all its export revenue.

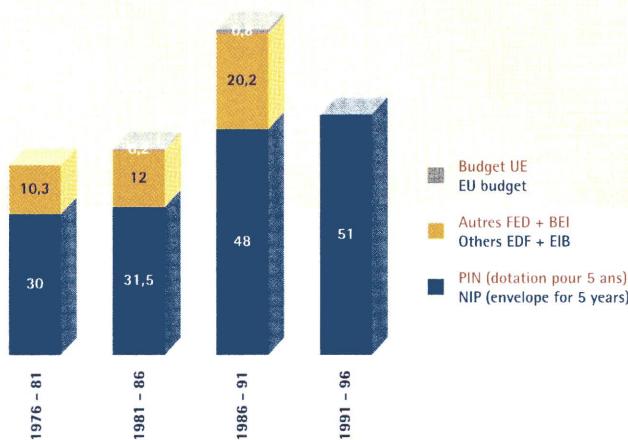
A multi-party system was set up in 1991, following a major crisis partly caused by poor management of the economy.

The country is still confronted by domestic problems, as well as an exceptionally large debt, and the government is having great difficulty adopting the necessary structural reforms.

Under Lomé IV, cooperation with the European Union is concentrated on regional development, support for SMEs and the health sector, through the National Indicative Programme of ECU 51 million; the implementation of this programme has been slowed by the country's economic and management difficulties.

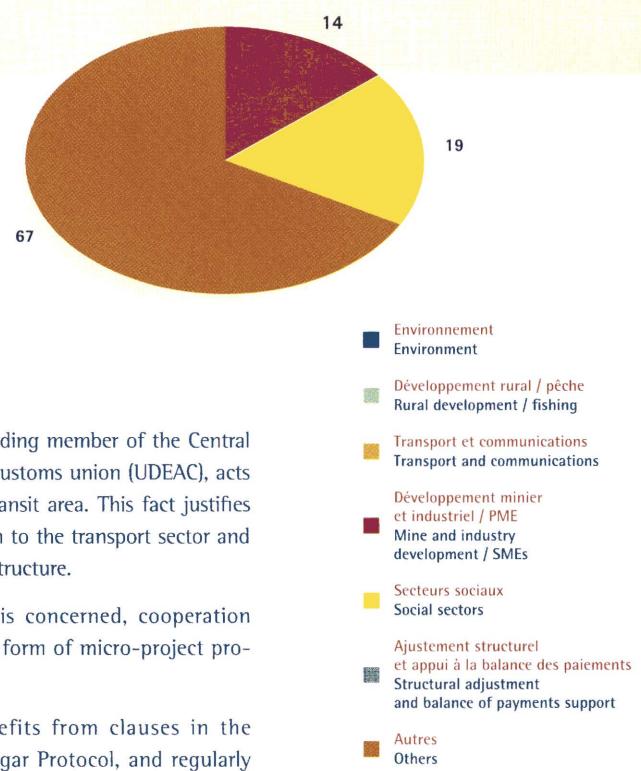
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Le pays qui est membre fondateur de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC) a une vocation naturelle de transit régional ce qui justifie qu'une priorité soit également accordée au secteur des transports et à la réhabilitation des infrastructures.

Dans le domaine agricole, les actions de coopération pourraient prendre la forme de programmes de micro-réalisations.

Le Congo bénéficie également des dispositions du Protocole Sucre de la Convention de Lomé, et utilise régulièrement son quota de 10 000 tonnes.

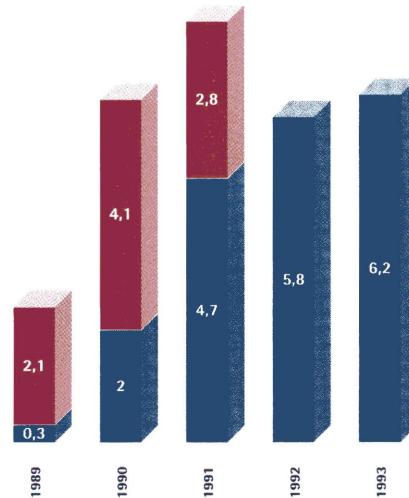
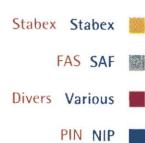
Congo, which is a founding member of the Central African economic and customs union (UDEAC), acts as a natural regional transit area. This fact justifies priority also being given to the transport sector and the renovation of infrastructure.

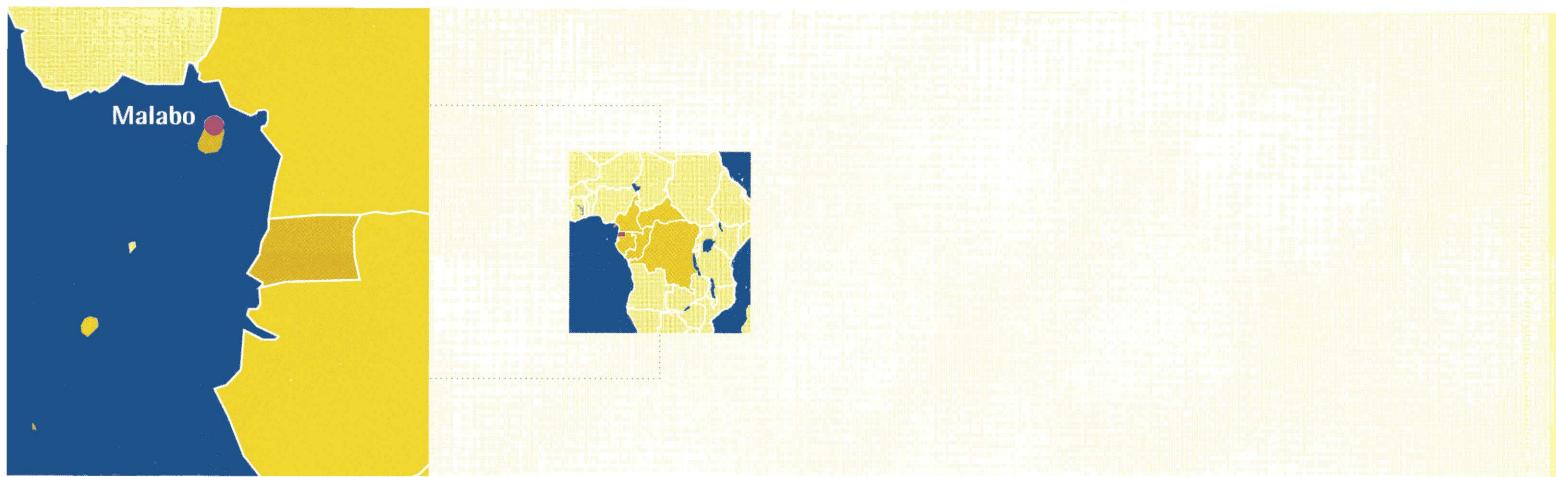
As far as agriculture is concerned, cooperation actions could take the form of micro-project programmes.

The Congo also benefits from clauses in the Lomé Convention's Sugar Protocol, and regularly uses its quota of 10 000 tonnes.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





352 000
 Malabo
 28 051 km²

Equatorial Guinea

economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
 PNB par habitant
363.9 ECU (1990)

Exports (oil 30.9%,
 timber 28%)
 Exportations (pétrole 30.9%,
 bois 28%)

na/nd

Debt burden / exports
 Service de la dette /
 exportations
2.6% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
 average per year
 Taux d'accroissement
 de la population /
 moyenne annuelle
1.2% (1960-1991)

Primary schooling rate
 Taux de scolarisation
 primaire
100% (1980)

Urbanization rate
 Taux d'urbanisation
28.7% (1990)

L'absence de continuité territoriale représente un lourd handicap pour ce petit pays constitué d'une partie continentale (Rio Muni) et d'une partie insulaire (Bioko et Anaban). La mise en exploitation, en 1992, d'un petit gisement pétrolier a amélioré la situation économique globale du pays.

Devenue indépendante en 1968, la Guinée Equatoriale a d'abord connu une période de dictature et d'isolement sur le plan international, puis a réussi, à partir de 1979, à s'ouvrir sur le monde extérieur, notamment par son adhésion à l'Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale (UDEAC) en 1985, et par son intégration dans la zone franc. L'introduction du multipartisme, en 1992, n'a pas encore été suivie de progrès effectifs en terme de démocratisation.

La coopération avec l'Union européenne a commencé avec la première Convention de Lomé, mais la situation politique a repoussé, jusqu'en 1980, la mise en route des premières actions. Les Programmes Indicatifs Nationaux successifs se sont alors essentiellement concentrés sur la réhabilitation des infrastructures de base et sur l'appui à l'agriculture et au secteur forestier.

Le Programme Indicatif de Lomé IV (12.5 millions d'écus) est axé sur la réhabilitation des réseaux d'eau potable des villes de Malabo et Bata ainsi que sur le développement rural de l'arrière pays.

The lack of territorial continuity is a great handicap for this little country, which is partly made up of mainland (Rio Muni) and partly island (Bioko and Anaban). Since 1992, with the exploitation of a small oilfield, the country's overall economic situation has improved.

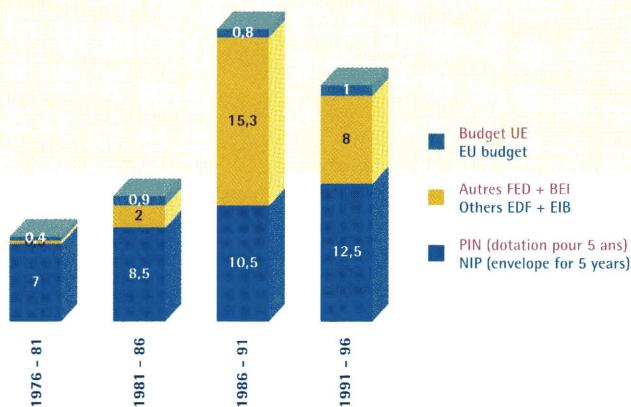
Independent since 1968, Equatorial Guinea first experienced a period of dictatorship and isolation at international level. Since 1979, the country has succeeded in opening up to the outside world, especially by joining the Central African economic and customs union (UDEAC) in 1985, and by its integration in the Franc area. The introduction of multi-partyism in 1992 has not yet led to effective progress in the field of democratisation.

Cooperation with the European Union started under the first Lomé Convention, but the political situation delayed implementation of the first operations until 1980. The successive National Indicative Programmes (NIPs) mainly concentrated on the rehabilitation of basic infrastructures, as well as support for the agriculture and forest sectors.

The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 12.5 million) focuses on the rehabilitation of drinking water networks in the town of Malabo and Bata, as well as rural development in the hinterland.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



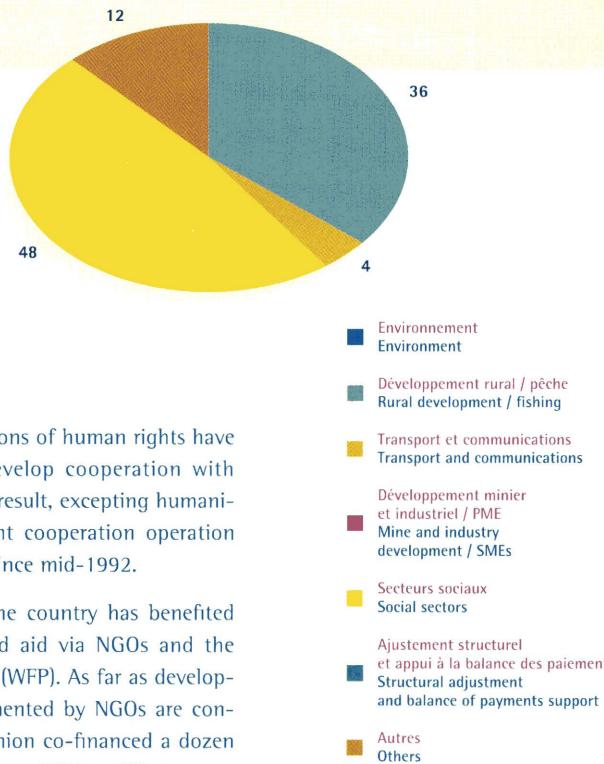
La persistance de graves violations des droits de l'Homme a toutefois rendu difficile le développement de la coopération avec la Guinée Equatoriale. De fait, hormis l'aide humanitaire, aucune action de coopération significative n'a pu être mise en oeuvre depuis la mi-1992.

Toutefois, depuis 1980, le pays bénéficie d'aides alimentaires humanitaires, via les ONG ou le Programme Alimentaire Mondial (PAM). En ce qui concerne les actions de développement mises en oeuvre par les ONG, l'Union européenne a cofinancé une douzaine de projets pour un montant total d'environ 1 million d'écus.

En outre, 2 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Continual serious violations of human rights have made it difficult to develop cooperation with Equatorial Guinea. As a result, excepting humanitarian aid, no significant cooperation operation has been implemented since mid-1992.

However, since 1980, the country has benefited from humanitarian food aid via NGOs and the World Food Programme (WFP). As far as development operations implemented by NGOs are concerned, the European Union co-financed a dozen projects amounting to some ECU 1 million.

Moreover, ECU 2 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)



PIN y compris "programme spécial dette" / NIP "Special debt programme" included



1 159 000

Libreville

267 667 km²

Gabon

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita
PNB par habitant

3450.6 ECU (1990)

Exports (oil 81%,
timber 9%)
Exportations (pétrole 81%,
bois 9%)

2181.7 mio ECU (1990)

Debt burden / exports
Service de la dette /
exportations

4.9% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /
average per year
Taux d'accroissement
de la population /
moyenne annuelle

2.9% (1960-1991)

Primary schooling rate
Taux de scolarisation
 primaire

na/nd

Urbanization rate
Taux d'urbanisation

45.7% (1990)

Indépendant depuis 1960, le Gabon a adopté un régime pluraliste en 1990. Le pays est richement doté en ressources naturelles, avec 80% de sa superficie couverte de forêts tropicales denses. Plus importantes encore sont les ressources minières: le manganèse, l'uranium, et surtout le pétrole, dont la mise en valeur domine toute l'activité économique du secteur industriel moderne. Face à ces potentialités, le Gabon souffre d'un handicap majeur: le sous-peuplement. Avec un peu plus de 1 million d'habitants, la densité moyenne est de l'ordre de 4 hab/km² et plus de la moitié de la population vit en milieu urbain. Une gestion imprudente de l'économie, aggravée par la détérioration des termes de l'échange, a provoqué de graves déséquilibres structurels qu'un programme de réformes économiques doit contribuer à redresser.

A partir de la première Convention de Lomé, les ressources du Fonds Européen de Développement (FED) ont été principalement destinées à appuyer le développement rural qui en a absorbé près de 70% depuis 1980.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (29 millions d'écus) prévoit une concentration des ressources du FED sur la santé, l'amélioration de l'enseignement primaire et professionnel et l'hydraulique villageoise. Mais la mise en oeuvre du PIN a pris du retard en raison des difficultés rencontrées dans l'élaboration et l'adoption des politiques sectorielles de développement cohérentes.

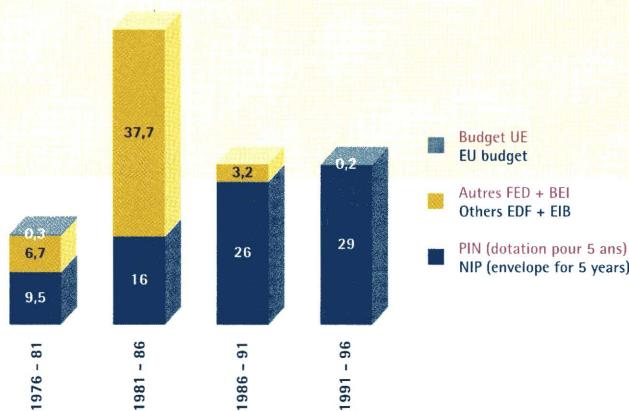
Le Gabon a aussi bénéficié d'autres instruments

Independent since 1960, Gabon adopted a multi-party regime in 1990. It is richly endowed with natural resources, with 80% of its surface area covered with dense tropical forest. More important still are its mineral resources: manganese, uranium and especially oil, whose exploitation dominates all today's economic activity in the modern industrial sector. Yet notwithstanding this potential, Gabon has a major handicap: under-population. With one million inhabitants in a country of 268 000 km², the average population density is of the order of 4 inhabitants/km². More than half the population is urban. Imprudent management of the economy, aggravated by the deterioration of terms of trade, provoked serious structural imbalances which an economic reform programme must help redress.

Since Lomé I, EDF resources have gone mostly towards rural development: almost 70% since 1980. The National Indicative Programme (NIP) under Lomé IV (ECU 29 million) foresees a concentration of EDF resources on health care, improving primary and professional education and village hydraulics. But the implementation of the NIP has been delayed due to difficulties that have arisen in the drawing up and adoption of coherent sectoral policies.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)

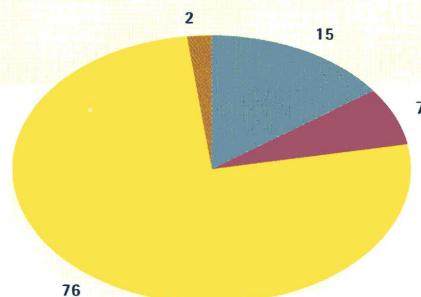


de l'aide européenne, notamment d'un transfert au titre du Stabex (3.1 millions d'écus pour le bois sous Lomé III) ainsi que des ressources réservées à la coopération régionale, notamment dans le domaine de la coopération culturelle et de la protection des écosystèmes forestiers. En raison des difficultés que traversent les secteurs de production de l'uranium et du manganèse, le Gabon devrait être éligible au financement du Sysmin. L'Union européenne a également participé au financement des élections législatives du pays.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pourrait contribuer, sur les ressources dont elle assure la gestion, au financement de projets dans les secteurs productifs.

FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)

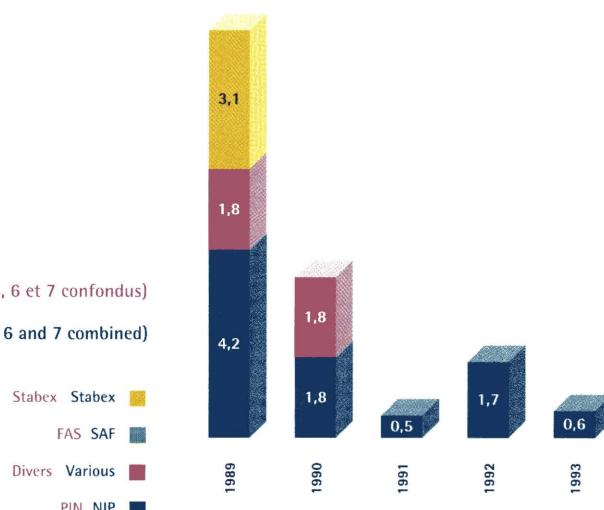


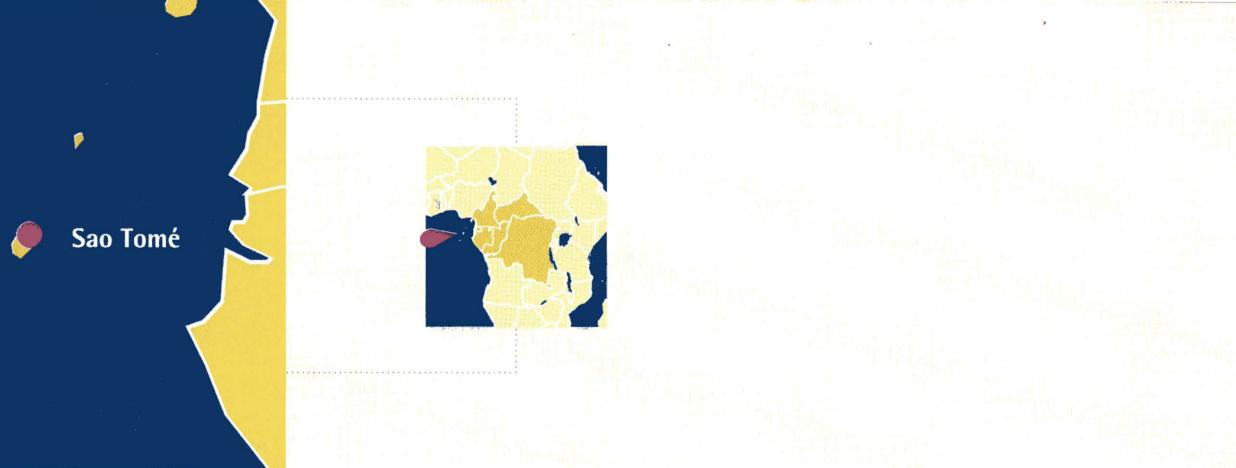
Gabon has benefited from other European Union aid instruments, notably a Stabex transfer of ECU 3.1 million for wood (under Lomé III), as well as resources reserved for regional cooperation initiatives, particularly in the areas of cultural cooperation and the protection of forest eco-systems. As a result of difficulties affecting uranium and manganese production, Gabon should qualify soon for Sysmin aid. The EU has also participated in the financing of the country's legislative elections.

Moreover, the European Investment Bank (EIB) might make a contribution, from its own resources, to the financing of projects in the production sectors.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)





119 000

São Tomé

964 km²

São Tomé and Príncipe

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita

PNB par habitant

343.2 ECU (1990)

Exports (cocoa 80%)

Exportations (cacao 80%)

na/nd

Debt burden / exports

Service de la dette /

exportations

17.8% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate /

average per year

Taux d'accroissement de la population / moyenne annuelle

2.1% (1960-1991)

Primary schooling rate

Taux de scolarisation primaire

100% (1987)

Urbanization rate

Taux d'urbanisation

42.3% (1990)

Micro-Etat insulaire avec une population d'un peu plus de 100 000 habitants et une superficie de moins de 1000 km² répartie sur deux îles, São Tomé et Príncipe doit faire face à des handicaps importants qui entravent son développement : précarité d'une économie fondée sur une seule matière première, le cacao; morcellement et étroitesse du marché; faible qualification de la main-d'œuvre. Aussi, le pays dépend particulièrement de l'aide extérieure qui représente 70% du PIB.

Depuis 1987, l'île s'est engagée dans un programme d'ajustement structurel et en 1991 a réussi un passage sans heurt à la démocratie pluraliste.

Membre de la Convention de Lomé depuis son indépendance, en 1975, São Tomé et Príncipe a bénéficié de l'aide de l'Union européenne pour appuyer la diversification agricole et le développement des infrastructures sociales du pays. Sous Lomé III, le financement d'une plantation de palmiers et d'une huilerie a permis de couvrir l'essentiel de la consommation interne en huile végétale.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (6.5 millions d'écus) se concentre sur la réhabilitation d'infrastructures économiques et sociales prioritaires. Un montant de 1.5 million d'écus a également été alloué au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel.

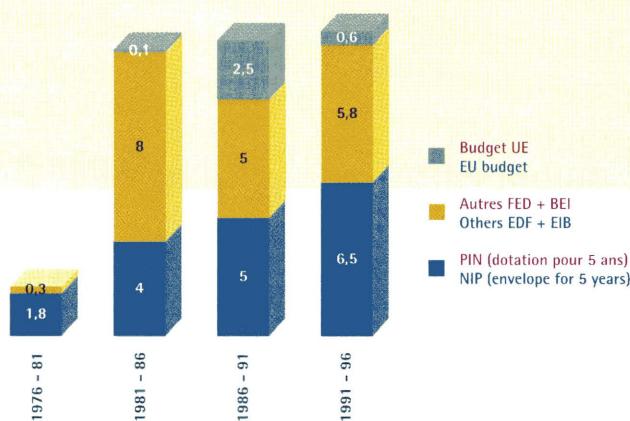
São Tomé and Príncipe is an island mini-state with a population of just over 100 000 and a surface area of less than 1000 km² spread over two islands. It needs to overcome major disadvantages impeding its development, namely the precariousness of an economy based on a single raw material (cocoa), its divided, tiny market and a poorly-qualified workforce. The country depends, above all, on external aid, which represents 70% of GDP. Since 1987, a programme of structural adjustment has been underway. In 1991, the islands completed the transformation into a pluralist democracy without incident.

A member of the Lomé Convention since achieving independence in 1975, São Tomé and Príncipe has received European Union aid in support of agricultural diversification and social infrastructure development. Under Lomé III, the funding of a palm tree plantation and oil mill meant it could meet most of the domestic demand for vegetable oil.

The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 6.5 million) concentrates on revamping economic infrastructures and priority social issues. São Tomé and Príncipe has also been allocated ECU 1.5 million from the Structural Adjustment Facility.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



En ce qui concerne les transferts au titre du Stabex, Sao Tomé et Principe a reçu près de 3 millions d'écus, sous Lomé IV.

Par ailleurs, le pays a bénéficié de l'aide prévue au titre de la coopération régionale, dans des domaines tels que la coopération culturelle, la protection des écosystèmes forestiers, la pêche, etc.

En outre, un montant de 1.5 million d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

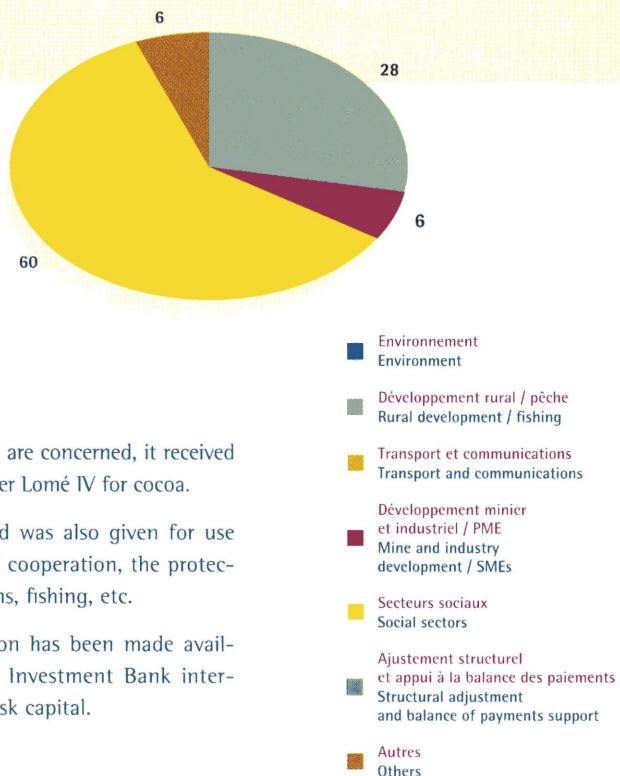
As far as Stabex transfers are concerned, it received nearly ECU 3 million under Lomé IV for cocoa.

Regional cooperation aid was also given for use in areas such as cultural cooperation, the protection of forest eco-systems, fishing, etc.

A further ECU 1.5 million has been made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital.

FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)

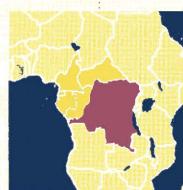


Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)



PIN y compris "programme special dette" NIP "Special debt programme" included



37 391 000

Kinshasa

2 345 095 km²

Zaïre

Economic indicators

Indicateurs économiques

GNP per capita

PNB par habitant

169.2 ECU (1990)

Exports (copper 47%, diamonds 11%)

Exportations (cuivre 47%, diamants 11%)

781.3 mio ECU (1991)

Debt burden / exports

Service de la dette / exportations

7.7% (1990)

Social indicators

Indicateurs sociaux

Population growth rate / average per year

Taux d'accroissement de la population / moyenne annuelle

3% (1960-1991)

Primary schooling rate

Taux de scolarisation primaire

76.3% (1990)

Urbanization rate

Taux d'urbanisation

28.1% (1990)

Immense pays équatorial couvert d'une végétation luxuriante et parcouru par de larges fleuves (14 000 km de voies navigables), le Zaïre dispose de ressources énergétiques, minérales et végétales exceptionnelles. Malgré ce très fort potentiel de développement, le pays traverse depuis 1986, une crise profonde marquée par une détérioration constante de la situation économique, financière et sociale due à des facteurs externes (baisse des cours mondiaux) et à des politiques internes inadéquates.

Cette crise a entraîné notamment une chute de 27% du PNB par habitant sur la période 1978-1990, et une hyperinflation qui a sapé les bases de l'économie formelle.

Les blocages survenus dans le processus de démocratisation lancé en 1990, ont amené l'Union européenne à suspendre ses programmes de coopération avec le pays en janvier 1992, à l'exception de l'aide humanitaire.

Depuis lors, l'Union européenne a alloué au Zaïre 26 millions d'écus au titre de l'aide d'urgence, de l'aide alimentaire et des cofinancements avec les organisations non-gouvernementales (ONG), ce qui la place au premier rang des donateurs de la communauté internationale. Cette aide, qui provient à la fois des ressources de Lomé IV et du budget de l'UE, bénéficie directement aux couches les plus défavorisées de la population ainsi qu'aux populations affectées par les troubles internes.

A huge equatorial country covered with luxuriant vegetation and criss-crossed by wide rivers (14 000 km of navigable waterways), Zaire has exceptional energy, mineral and vegetable resources. But despite this great development potential, the country has gone through a deep crisis since 1986, marked by a constant deterioration in the economic, financial and social situation. This is due to external factors (fall in world commodity prices) and inadequate internal policies.

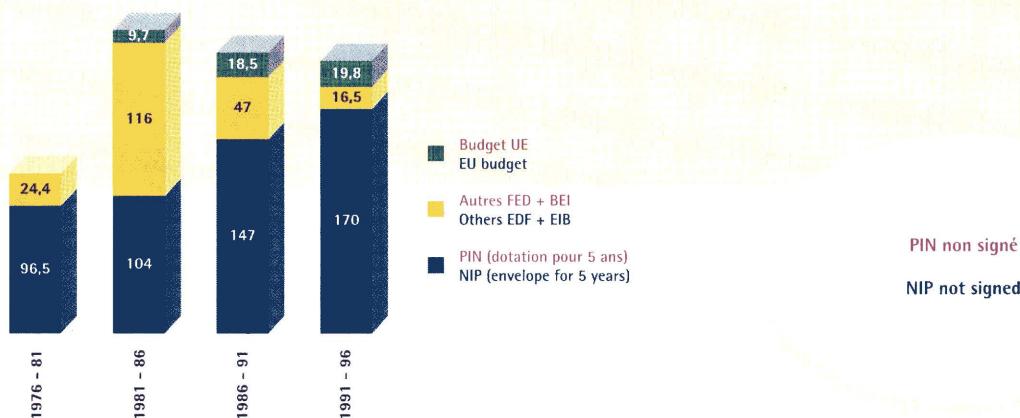
This crisis led in particular to a 27% fall in GNP per capita over the period 1978-90, and hyperinflation which has weakened the bases of the formal economy.

The democratization process launched in 1990 has suffered setbacks, and this caused the European Union to suspend its cooperation programmes with the country in January 1992, with the exception of humanitarian aid.

Since then, the European Union has granted ECU 26 million for emergency aid, food aid and co-financing with non-governmental organisations (NGOs), which makes it one of the international community's main donors. This aid, which comes from both the resources of Lomé IV and the EU's budget, directly benefits the population's most disadvantaged groups, as well as those populations affected by the domestic troubles.

Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



PIN non signé

NIP not signed

La coopération avec le Zaïre remonte au premier Fonds Européen de Développement (FED) de 1958, et s'est formellement inscrite dans le cadre conventionnel de Yaoundé, puis de Lomé, après l'accession à l'indépendance du pays, en 1960. Le Zaïre a dans le passé bénéficié de financements significatifs: sur les cinq premiers FED, l'aide programmable s'est élevée à un total de 420 millions d'écus, et a été consacrée aux infrastructures, à l'agriculture, au secteur minier, à l'énergie et à l'éducation. De plus, deux interventions au titre du Sysmin ont représenté plus de 70 millions d'écus.

Avec le Programme Indicatif National de Lomé III (147 millions d'écus), deux grands programmes de développement rural intégré ont été mis en œuvre, qui font une place importante à la coopération décentralisée (participation directe des collectivités locales, des communautés de base et des ONG aux actions de développement).

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (170 millions d'écus) n'a pu encore, à ce jour, être signé entre les partenaires en raison de la suspension de la coopération.

Cooperation with Zaire dates back to the first European Development Fund (EDF) in 1958, and formally comes within the Conventions of Yaoundé, followed by Lomé, after the country's achievement of independence in 1960. In the past, Zaire benefited from significant aid: from the first five EDFs, programmable aid totalled ECU 420 million, which was devoted to infrastructure, agriculture, the mining industry, energy and education. Moreover, two interventions under Sysmin represented more than ECU 70 million.

With the Lomé III National Indicative Programme (ECU 147 million), two large integrated rural development programmes were implemented, focusing in particular on decentralised cooperation (direct participation by local authorities, grassroots communities, and NGOs in development actions).

The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 170 million) has still not been signed by the partners, due to the suspension of cooperation.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

